



Le Secrétaire Général

Monsieur Philippe Distler
Directeur Général

ARCEP
7 square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Paris, le 17 novembre 2010,

N/Ref : D 10 255

Monsieur le Directeur Général,

Je vous prie de trouver ci-jointe la contribution de Numericable à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision précisant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de mes meilleures salutations.

Jérôme Yomtov

Projet de décision accessibilité au FANT Contribution de Numericable

En réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision précisant les conditions d'accessibilité et d'ouverture des infrastructures et des réseaux éligibles à une aide du fonds d'aménagement numérique des territoires, Numericable souhaite apporter son éclairage d'opérateur travaillant déjà avec des collectivités locales sur des projets de cofinancement public-privé.

Numericable est un acteur des zones moins denses en co-investissement avec des collectivités locales

À titre d'exemple, Numericable réalise aujourd'hui dans le cadre de la rénovation de son réseau en fibre, 240 000 foyers pour le département du Rhône, 18 000 foyers à Sarreguemines, 26 000 foyers à Épinal et 13 000 foyers à Liévin.

Ces projets viennent compléter un réseau de Numericable déjà éligible aux services audiovisuels très haut débit sur plus de 8,4 millions de lignes, dont plus du tiers en zones moins denses.

Le mode opératoire de Numericable consiste à rénover les réseaux câblés pour y introduire les services de très haut débit, dans un contexte d'ouverture du réseau à d'autres opérateurs.

La neutralité technologique repose, au détail, sur la définition du très haut débit en termes de services

La définition du très haut débit repose d'abord sur des notions d'usages et de services, sur le marché de détail, qui ne se réduisent pas à un débit Internet. Seule une définition en termes d'usages et de service peut en effet garantir une vraie neutralité technologique.

Le débit Internet seul ne caractérise notamment pas des services audiovisuels sur un réseau où ces deux flux seraient gérés séparément, comme dans les solutions fibre utilisant la norme Docsis 3.0 et déployées par Numericable.

Aujourd'hui, un réseau très haut débit doit pouvoir amener des services linéaires audiovisuels de véritable haute définition (de qualité de codage comparable à la HD de la TNT), de la vrai 3D, multipostes, des services délinéarisés et interactifs, et un Internet de débit suffisant (la norme aujourd'hui admise étant 50 Mbit/s).

Numericable constate en tout cas qu'il s'agit du standard actuel et a choisi des solutions de réseau pérennes, en ce qu'elles permettent une adaptation ultérieure si la demande venait à changer (la norme DOCSIS permet d'aller jusqu'à 250 Mbit/s, voire 1 Gbit/s).

La neutralité technologique suppose au gros des offres de gros économiquement raisonnables et une bonne utilisation des ressources publiques

Ensuite, la neutralité technologique et le dimensionnement réseau se traduit sur le marché de gros par la faculté de proposer à d'autres opérateurs des offres de gros adaptées à leur demande et suffisamment intéressantes pour leur permettre de proposer leurs propres services innovants au détail.

Numericable présente aujourd'hui, de fait, le seul réseau fibre optique ouvert à la concurrence, à travers des offres de gros actives utilisées par 3 opérateurs nationaux. Par ailleurs, dans la plupart des projets de rénovation, l'architecture choisie permet aux opérateurs clients qui le souhaiteraient d'utiliser la partie fibre horizontale du réseau et de réaliser leur architecture FTTH en déployant la partie verticale.

Dans tous les cas, l'objectif principal des règles d'attribution doit être de **maximiser l'utilisation qui en sera faite des fonds publics, qui sont une ressource rare**. En conséquence, il est fondamental que les projets soumis à cet investissement public n'érigent pas de critères d'éligibilité trop élevés. De tels projets trop coûteux, qui se démarqueraient trop des choix effectués sans ces contraintes, ne seraient pas économiquement viables. Ils ne seraient donc pas financés, et ne donneraient lieu à aucun déploiement.

En particulier, si la possibilité de fournir des offres passives peut paraître un idéal dans le degré d'ouverture du réseau à la concurrence, elle doit être examinée à l'aulne du caractère raisonnable du dimensionnement du réseau et du financement public en résultant, faute de quoi un écrémage des projets en résultera, qui laissera paradoxalement de côté les projets des zones déjà les moins rentables, qui ont pourtant le plus besoin de cet investissement public.

En premier lieu, il n'existe pas de différence en termes d'ouverture à la concurrence entre des offres passives et des offres de bas niveau OSI : ainsi, Numericable a pu proposer récemment des architectures techniques dans lesquelles des offres de lambda pouvaient être proposées de façon transparente pour l'opérateur, moyennant des techniques du type RF over glass, qui seraient rigoureusement classées dans la catégorie des offres actives, bien qu'elles offrent aux opérateurs les mêmes interfaces que des offres de fibre noire. C'est donc d'abord la fonctionnalité d'une offre de gros qui traduit l'ouverture du réseau à la concurrence, avant sa technologie.

En second lieu, il ne doit pas y avoir de confusion entre la nécessité d'un SIEG de couvrir 100% d'une population avec l'exigence éventuelle de prévoir des offres de gros passive sur 100% de la capacité de ce réseau.

Il serait par exemple absurde, et économiquement non avisé, même à une échéance éloignée, de mobiliser des investissements public pour créer 100% de capacités d'offres de gros passives dans des zones sur lesquels déjà aucun opérateur alternatif n'a jamais dégroupé de lignes de France Télécom et n'a d'intention ferme de déployer un réseau. Il convient au contraire d'optimiser la capacité d'offres de gros prévues par le projet en fonction de la demande réelle estimée sur les marchés de gros.

Enfin, une exigence de 100% de capacité d'offres passives sur un réseau, sous couvert d'offrir une neutralité technologique totale aux clients opérateurs du réseau, reviendrait au contraire à forcer le choix technologique du réseau, en sélectionnant les seules architectures de réseau complètement point à point. Ce choix, qui serait alors indépendant de la compétitivité réelle de ces solutions sur le marché, ne serait pas forcément le choix d'un investisseur avisé.

Si de tels critères d'universalité devaient être choisis pour traduire l'ouverture d'un réseau à la concurrence, rien n'empêcherait alors de demander également que des offres passives hertziennes soient également proposées sur 100% de la couverture du réseau, au motif que certains opérateurs pourraient vouloir choisir ces technologies de réseau pour les zones moins denses.

Cette question de l'ouverture du réseau au-delà de son ouverture via des offres actives peut donc être résolue par des modalités d'offres passives qui dépendent de la demande réelle au cas par cas, dans le cadre d'un plan d'affaire raisonnable et réaliste.

Prévoir des surcapacités *a priori*, et non des capacités modulables en fonction de la demande de gros, risquerait donc paradoxalement de violer la neutralité technologique, mais aussi d'écrémer les projets en écartant les zones les moins rentables, déjà oubliées des déploiements haut débit.

Si tel était le cas, le fond d'aménagement numérique des territoires passerait à côté de l'un de ses objectifs.